

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°91

Août 2008



RESSOURCES HUMAINES

■ RECRUTEMENT

Dans le cadre du renforcement des effectifs de la CSSF et suite aux récents examens-concours, six employés ont rejoint le 1^{er} août 2008 les services de la CSSF qui compte désormais 305 agents, dont 163 hommes et 142 femmes. Ils ont été affectés aux services suivants :

Service Surveillance des Banques

Gilles KARELS

Service Surveillance des OPC

Rudy STRANEN

Tom UNGEHEUER

Service Surveillance des Autres Professionnels du Secteur Financier

Michel KOHN

Christian SCHROEDER

Secrétariat Général

Catherine PHILLIPS

RAPPORT ANNUEL

Rapport d'activités de la CSSF en anglais

La version anglaise du rapport d'activités 2007 de la CSSF est disponible dans sa version intégrale sur le site Internet de la CSSF, rubrique « Publications », sous-rubrique « [Annual Report 2007](#) ».

COMMUNIQUE DE PRESSE

Communiqué de presse du 7 août 2008

■ COMPTES DE PROFITS ET PERTES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 30 JUIN 2008

La Commission de Surveillance du Secteur Financier évalue le résultat avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 3.244 millions d'EUR au 30 juin 2008. Ce chiffre représente une baisse de 1,8% par rapport au 30 juin 2007, date à laquelle le résultat avant provisions s'élevait à 3.305 millions d'EUR.

La baisse du résultat opérationnel des établissements de crédit luxembourgeois reste limitée malgré les turbulences qui continuent à affecter les marchés financiers. Le secteur bancaire luxembourgeois, qui n'est que marginalement exposé au segment des crédits « subprime », ressent pourtant les effets induits par cette crise. Ainsi, les autres revenus nets, qui comprennent en particulier les variations de valeur du portefeuille de négociation, diminuent de 610 millions d'EUR sur un an. Les baisses boursières affectent par ailleurs les activités de gestion patrimoniale comme en témoignent les revenus de commissions qui reculent de 5,0% par rapport au 30 juin 2007.

En raison de ses importantes activités de gestion patrimoniale, la place financière luxembourgeoise jouit d'une situation de liquidités très confortable. Cette situation permet aux

COMMUNIQUE DE PRESSE

banques luxembourgeoises de tirer profit des conditions actuelles de financement. Dans ce contexte, la marge sur intérêts progresse de 27,8% sur un an.

Le produit bancaire, qui constitue le total des revenus bancaires, reste quasiment inchangé à 5.442 millions d'EUR. Compte tenu de la hausse de 4,7% des frais généraux, le résultat avant provisions s'établit dès lors à 3.244 millions d'EUR.

Sur base des chiffres provisoires actuellement disponibles, la constitution nette de provisions, qui inclut les corrections de valeur sur le portefeuille hors trading, augmente substantiellement de l'ordre de 379 millions d'EUR par rapport au 30 juin 2007. Cette augmentation résulte de la persistance des effets de la perturbation des marchés au premier semestre. Après la prise en compte de la charge d'impôts qui ne diminue que légèrement de 2,4%, le résultat net provisoire diminue de 15,5%.

La crise du « subprime » ne met pas en cause la solidité financière du secteur bancaire luxembourgeois qui maintient sa capacité à générer des résultats positifs et à consolider ses assises financières. Aucune banque luxembourgeoise ne se trouve dans une situation qui met en cause la sécurité des dépôts.

Compte de profits et pertes au 30 juin 2008

Postes en millions d'EUR	Juin 2007	Juin 2008	%
Marge d'intérêts ¹	2.699	3.449	27,8%
Revenus de commissions	2.063	1.960	-5,0%
Autres revenus nets	643	33	-94,9%
Produit bancaire	5.405	5.442	0,7%
Frais de personnel	1.153	1.210	4,9%
Autres frais généraux	946	987	4,3%
Frais généraux	2.099	2.197	4,7%
Résultat avant provisions	3.305	3.244	-1,8%

¹ Y compris dividendes perçus sur les filiales

STATISTIQUES

■ BANQUES

Changements dans le calcul de la somme des bilans des banques

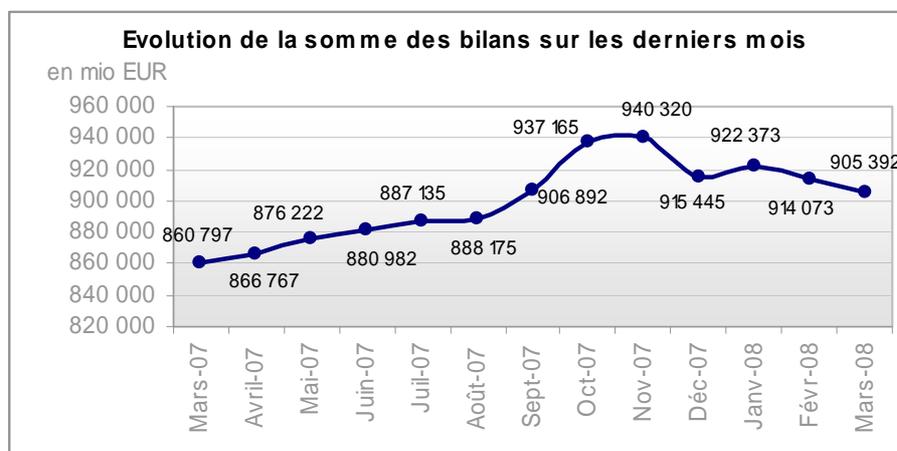
Depuis le 1^{er} janvier 2008, les établissements de crédit doivent rapporter leurs bilans et comptes de profits et pertes d'après le schéma européen harmonisé FINREP, basé sur les normes comptables IFRS. L'introduction d'un nouveau reporting, utilisant de surcroît un nouveau référentiel comptable, est toujours une opération délicate qui entraîne inévitablement des difficultés et retards dans l'établissement des états financiers.

S'y ajoutent encore des changements majeurs au niveau technique pour ce qui est du reporting électronique, qui sert de base aux publications des chiffres par la CSSF. Ces changements concernent autant le format électronique à utiliser (passage à XBRL) que les canaux de transmission utilisés (e-file et SOFiE).

Consciente des efforts requis, la CSSF avait accordé aux banques des délais plus importants pour la remise des états financiers sous format électronique (30 jours au lieu de 15 à 20 jours suivant le type de tableau) jusqu'au 30 juin 2008 inclus. Les statistiques de janvier à mars 2008 ont pu être rattrapées entre-temps. Actuellement, les problèmes d'envergure ont été résolus, et la CSSF estime qu' à partir du mois d'août 2008, les statistiques pourront à nouveau être publiées dans les délais habituels.

Suite à la fusion de Capitalia Luxembourg S.A. avec UniCredit International Bank (Luxembourg) S.A., le nombre de banques inscrites sur la liste officielle s'élève à 153 unités le 31 juillet 2008.

Le nombre total de personnes employées auprès des établissements de crédit luxembourgeois s'élève à 27.003 au 30 juin 2008, ce qui représente un accroissement impressionnant de 1.606 unités (+6,3%) sur un an.



■ PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Diminution importante de la somme des bilans des PSF au 30 juin 2008

Suivant les données provisoires établies au 30 juin 2008, la somme des bilans de l'ensemble des PSF (252 entreprises en activité) s'est élevée à EUR 43,576 milliards contre EUR 57,010 milliards au mois précédent (241 entreprises en activité), soit une diminution de 23,56%, et contre EUR 112,336 milliards au 30 juin de l'année précédente (213 entreprises en activité), ce qui équivaut à une baisse importante de 61,21% sur une période de douze mois.

La diminution de la somme des bilans entre les mois de juin et mai 2008, tout comme la régression substantielle au cours des douze derniers mois est quasi exclusivement attribuable à la variation du volume d'activité d'une entité active en matière de prêt de titres.

Le personnel employé auprès des PSF est passé de 12.174 unités au 31 décembre 2007 (215 entreprises en activité) à 12.818 unités au 31 mars 2008 (233 entreprises en activité), pour s'établir au 30 juin 2008 à 12.914 unités, soit une augmentation de 740 unités au cours du premier semestre 2008.

Les PSF nouvellement agréés (42 entités) au cours du premier semestre 2008 contribuent en majeure partie à l'évolution positive constatée.

Le résultat net provisoire pour l'ensemble des 252 entreprises en activité au 30 juin 2008 s'établit à EUR 318,24 millions, ce qui constitue une augmentation de 11,52 % par rapport au résultat net provisoire d'EUR 285,36 millions constaté au 31 mai 2008 (241 entreprises en activité).

Vu sur une période de douze mois, le résultat net provisoire pour l'ensemble des PSF est cependant tombé d'EUR 338,77 millions au 30 juin 2007 (213 entreprises en activité) à EUR 318,24 millions au 30 juin 2008, soit une diminution de 6,0% sur une période de douze mois. Cette régression sur une année est notamment attribuable à des entités agréées en tant qu'agent administratif du secteur financier, gérant de fortunes, distributeur de parts d'OPC et opérateur de systèmes informatiques. Alors que le résultat net de la plupart des acteurs actifs sous ces statuts de PSF est resté stable ou a même connu une certaine hausse sur une année, quelques PSF importants affichent néanmoins une nette diminution de leur résultat comparé à fin juin 2007.

STATISTIQUES

■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

Agrément de six nouvelles sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR)

Depuis la publication de la dernière Newsletter, six nouvelles SICAR ont été inscrites sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR).

Le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élève à 205 unités au 21 août 2008.

Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'est élevé à 18 unités au 31 juillet 2008 comparé à 17 unités au 31 décembre 2007.

Au 31 juillet 2008, 13 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) ont été inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

Le nombre des professionnels agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005 s'est élevé à 12 au 31 juillet 2008.

■ SOCIETES DE GESTION

Agrément de deux nouvelles sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La CSSF informe que deux nouvelles sociétés de gestion ont été inscrites sur le tableau officiel des sociétés de gestion régies par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

Il s'agit en l'occurrence des entités suivantes :

- Commerz Derivatives Funds Solutions S.A.
- Société Générale Private Wealth Management S.A.

Les sociétés de gestion sous rubrique sont exclusivement actives dans le domaine de la gestion collective.

Suite au retrait de ABN AMRO Investment Funds S.A. et Private Portfolio Management Company S.A., le nombre de sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et pouvant bénéficier depuis le 13 février 2004 du passeport européen par voie de libre établissement ou de libre prestation de services dans un Etat membre de l'Union européenne s'élève à 185 au 21 août 2008.

Le nombre de personnes travaillant pour les sociétés de gestion, chapitre 13, se chiffre à 2.396 personnes au 30 juin 2008 (182 entités prises en compte).

STATISTIQUES

■ ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE JUIN 2008

I. Situation globale

Au 30 juin 2008, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 1.902,092 milliards contre EUR 1.996,959 milliards au 31 mai 2008, soit une diminution de 4,75% par rapport au mois de mai 2008. Considéré sur la période des douze derniers mois, le volume des actifs nets est en régression de 7,08%.

La diminution de 4,75% des actifs nets des OPC luxembourgeois au mois de juin se répartit en une diminution de 3,98% dû à l'impact des marchés financiers et une diminution de 0,77% provenant de l'investissement net en capital.

L'évolution à la baisse des indicateurs de conjoncture associée à la poussée des tensions inflationnistes ont fait réapparaître en juin des risques de stagflation dans de nombreux pays et de ce fait, on a observé un accroissement des volatilités aussi bien sur les marchés d'actions que sur les marchés d'obligations.

En juin, c'est surtout l'évolution négative des marchés d'actions, comme le montre le tableau ci-dessous, qui a eu un impact important sur la diminution des actifs nets des OPC luxembourgeois.

Evolution des OPC à actions au mois de juin 2008*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	-6,20%	-0,37%
Actions européennes	-9,12%	-2,58%
Actions américaines	-8,37%	-0,66%
Actions japonaises	-7,89%	1,47%
Actions Europe de l'Est	-9,05%	-2,49%
Actions Asie	-12,50%	-2,18%
Actions Amérique latine	-7,35%	0,04%
Actions autres	-10,27%	-0,10%

* Variation en % des actifs nets par rapport au mois précédent

En ce qui concerne les marchés d'obligations, les préoccupations d'inflation et l'évolution négative du Dollar américain par rapport à l'Euro ont eu une influence négative sur ces marchés au mois de juin. Les actifs nets des OPC luxembourgeois ont été également impactés par cette évolution.

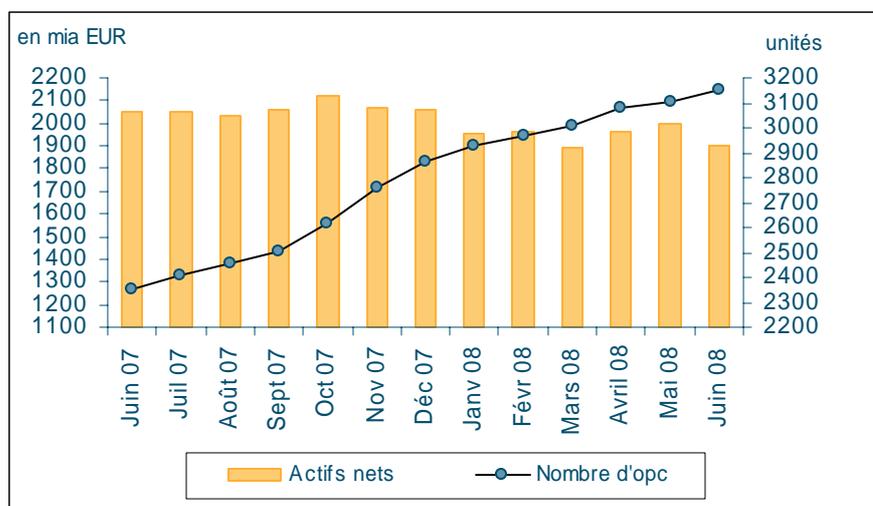
Evolution des OPC à revenu fixe au mois de juin 2008*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	0,24%	0,23%
Marché monétaire en USD	-1,57%	-1,54%
Marché monétaire marché global	-0,13%	-1,74%
Obligations européennes	-0,82%	-1,99%
Obligations américaines	-1,54%	-2,49%
Obligations marché global	-1,40%	-0,76%
Obligations High Yield	-3,41%	0,44%
ABS	-1,21%	-0,26%
Autres	-1,79%	-0,26%

* Variation en % des actifs nets par rapport au mois précédent

STATISTIQUES

Au cours du mois de juin 2008, le désinvestissement net en capital s'est élevé à EUR 15,346 milliards. Par rapport au 31 décembre 2007, l'investissement net en capital s'élève à EUR 24,597 milliards.



Le nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.153 par rapport à 3.105 le mois précédent. 1.874 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 10.518 compartiments. En y ajoutant les 1.279 entités à structure classique, un nombre total de 11.797 entités sont actives sur la place financière.

II. Ventilation des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et les FIS

Le tableau suivant montre le développement respectivement du nombre et des avoirs nets des OPC et des FIS.

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2006	1 469	1 516,540 €	552	249,916 €	217	78,394 €	2 238	1 844,850 €
31/01/2007	1 482	1 558,650 €	556	256,698 €	222	80,462 €	2 260	1 895,810 €
28/02/2007	1 490	1 568,660 €	561	259,029 €	227	81,018 €	2 278	1 908,707 €
31/03/2007	1 457	1 580,732 €	563	265,013 €	228	81,615 €	2 248	1 927,360 €
30/04/2007	1 461	1 613,851 €	571	269,882 €	244	83,263 €	2 276	1 966,996 €
31/05/2007	1 469	1 660,616 €	578	277,244 €	255	86,802 €	2 302	2 024,662 €
30/06/2007	1 492	1 675,029 €	584	283,491 €	276	88,502 €	2 352	2 047,022 €
31/07/2007	1 519	1 676,027 €	586	285,907 €	302	91,043 €	2 407	2 052,977 €
31/08/2007	1 538	1 649,820 €	585	288,727 €	337	96,757 €	2 460	2 035,304 €
30/09/2007	1 547	1 668,478 €	588	289,818 €	366	100,848 €	2 501	2 059,144 €
31/10/2007	1 599	1 713,963 €	608	297,171 €	411	112,385 €	2 618	2 123,519 €
30/11/2007	1 639	1 652,126 €	618	294,554 €	504	117,117 €	2 761	2 063,797 €
31/12/2007	1 653	1 645,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,107 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €
30/06/2008	1 755	1 480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3 153	1 902,092 €

Circulaire CSSF 08/363

Recensement des créances et engagements en retard de paiement et des corrections de valeur et provisions spécifiques constituées par les établissements de crédit au 31 décembre 2007 ainsi qu'au 30 juin 2008

La circulaire CSSF 08/363 a pour objet de procéder à un recensement des créances et engagements en retard de paiement et des corrections de valeur et provisions spécifiques constituées par les établissements de crédit au 31 décembre 2007 ainsi qu'au 30 juin 2008.

Etant donné le besoin de disposer de statistiques à ce sujet non seulement dans le contexte de l'analyse globale de la situation des établissements de crédit, mais également dans le cadre de l'élaboration d'études et statistiques au sein de groupes de travail internationaux auxquels la CSSF participe, le recensement de telles informations se fera dans l'avenir sur une base plus régulière.

Circulaire CSSF 08/364

Informations financières à remettre trimestriellement à la CSSF par les «autres professionnels du secteur financier» (PSF) qui exercent une activité de PSF de support

La circulaire CSSF 08/364 introduit un nouveau contenu des schémas des informations «ad-hoc» à remettre à la CSSF par les autres professionnels du secteur financier (PSF) qui exercent une activité de PSF de support.

Les tableaux par statut (II.17. Agents de communication à la clientèle, II.18. Agents administratifs du secteur financier et II.19. Opérateurs de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier) sont remplacés par deux tableaux qui reprennent toutes les activités des PSF de support (ACC, AA, OSIP et OSIS) :

- le Tableau II.17 PSF de support : Contrats Individuels
- le Tableau II.18 PSF de support : Contrats Globaux

Ces tableaux sont à remplir en fonction du type de client (de droit luxembourgeois / de droit étranger, Secteur Financier / Secteur des Assurances / Autres) et reprennent les activités prévues par la loi ainsi que des rubriques «autres» afin de permettre aux PSF concernés de renseigner les activités qui ne tombent pas sous le champ de la loi.

Ces tableaux permettront à la CSSF de suivre l'évolution des activités de PSF de support et de voir si un PSF dispose d'au moins un contrat pour lequel l'agrément est requis.

Les nouveaux tableaux sont à fournir trimestriellement et pour la première fois pour la situation au 30 septembre 2008.

Circulaire CSSF 08/365

Précisions supplémentaires relatives à l'obligation de déclarer les transactions sur instruments financiers en vertu de l'article 28 de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers

La circulaire CSSF 08/365 complète les mesures décrites dans la circulaire CSSF 07/302 en matière d'obligation de déclaration des transactions sur des instruments financiers dérivés admis à la négociation sur un marché réglementé de l'Espace économique européen et d'identification de ces instruments dérivés à cette fin.

En premier lieu, la circulaire décrit les nouveaux arrangements en matière d'obligation de déclarer les transactions sur des instruments dérivés relatifs à des instruments autres que des valeurs mobilières (les « non-securities derivatives »). Selon les nouvelles dispositions retenues par le *Committee of European Securities Regulators*, les marchés réglementés de *non-securities derivatives* de l'Espace économique européen se chargent de la déclaration des transactions exécutées dans leurs systèmes auprès de l'autorité compétente de leur Etat membre d'origine, en agissant en tant que système de déclaration pour le compte de leurs membres et participants. De ce fait, les établissements de crédit et les entreprises d'investissement qui effectuent en tant que membre ou participant des transactions sur un marché réglementé de *non-securities derivatives* sont désormais exemptés de la déclaration de ces transactions.

La circulaire introduit aussi un nouveau code appelé *Alternative Instrument Identifier* (le « code All ») aux fins d'identification, dans les déclarations de transactions, des instruments dérivés sur des valeurs mobilières (les « securities derivatives ») admis à la négociation sur un marché réglementé d'instruments dérivés n'utilisant pas la codification ISIN. En l'occurrence, les établissements de crédit et les entreprises d'investissement doivent identifier les *securities derivatives* dans leurs déclarations de transactions, en utilisant soit le code ISIN, soit le code All, en fonction de la codification utilisée par le marché réglementé d'instruments dérivés qui admet ces instruments à la négociation. A cet effet, la CSSF accorde aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement un délai supplémentaire jusqu'au 30 novembre 2008 pour implémenter le format All dans les déclarations de transactions et conformer ainsi leurs systèmes à la version actualisée du recueil d'instructions *Transaction in Financial Instruments Reporting (TAF) – Electronic Reporting Instructions*.

Circulaire CSSF 08/369

Transmission électronique des « Informations statistiques ad hoc » (tableaux II.1. - II.22.) à remettre à la CSSF par les « autres professionnels du secteur financier » (PSF) ; modification de la périodicité des statistiques ad hoc et adaptation du mode de transmission du reporting prudentiel des PSF

La circulaire a comme objectif premier d'étendre, à partir du 30 septembre 2008, la transmission électronique à tous les tableaux ad hoc (tableaux II.1. à II.22.) spécifiques aux différentes catégories de PSF, prévus par les circulaires CSSF 05/187 et CSSF 08/364 et que les PSF communiquent actuellement sur support papier à la CSSF.

Le deuxième objectif de la circulaire est de réduire, à partir du 30 septembre 2008, la périodicité de transmission mensuelle des tableaux ad hoc à une périodicité trimestrielle. La situation financière (tableau I) reste dès lors le seul tableau à communiquer sur une base mensuelle.

Le troisième objectif de la circulaire consiste à remplacer les modes actuels de transmission du reporting PSF par un mode de transmission sécurisé et standardisé.

La CSSF a mis en place un concept de sécurité basé sur l'encryptage de bout à bout entre l'établissement soumis au reporting prudentiel et le régulateur, à l'instar des exigences en vigueur pour le reporting TAF/MIFID et le reporting prudentiel comptable des établissements de crédit (FINREP/COREP en format XBRL).

A partir du 30 septembre 2008, les PSF communiqueront l'intégralité du reporting prudentiel prévu par les circulaires IML 96/124, CSSF 05/187 et CSSF 08/364 via un des canaux de transmission qui sont couramment en utilisation à la CSSF. En l'état actuel, il s'agit des canaux E-file et SOFIE qui sont offerts en combinaison avec un module d'encryptage/décryptage compatible avec les spécifications d'encryptage mentionnées dans la circulaire CSSF 08/334 « Spécifications d'encryptage pour les déclarants ».

Comité de Bâle : publication de deux documents consultatifs

Le Comité de Bâle sur la supervision bancaire a publié le 22 juillet 2008 deux documents consultatifs (« Guidelines for Computing Capital for Incremental Risk in the Trading Book » et « Proposed Revisions to the Basel II Market Risk Framework »), proposant des révisions quant au traitement prudentiel du portefeuille de négociation prudentiel. Ainsi, le Comité de Bâle propose d'introduire une exigence en fonds propres pour couvrir les risques supplémentaires (« incremental risk charge ») pour les établissements de crédit utilisant un modèle interne pour le calcul des exigences en fonds propres pour le risque spécifique et qui sont, d'une part, le risque de défaut et risque de migration de la qualité de crédit ainsi que, d'autre part, les autres risques de variations significatives des prix des actifs.

L'entrée en vigueur de cette nouvelle exigence en fonds propres est prévue pour le 1er janvier 2010 pour le volet risque de défaut et risque de migration de la qualité de crédit et pour le 1er janvier 2011 pour le volet couvrant tous les autres risques de variations significatives des prix des actifs. Une solution intérimaire est prévue pour les positions de titrisation d'ordre supérieur (« resecuritisation ») jusqu'en 2010. Par ailleurs, il est prévu d'amender les pondérations pour traitement du risque spécifique dans le cadre de l'approche standard. Des précisions quant à l'application des « évaluations prudentes » (« prudent valuation ») sont également introduites.

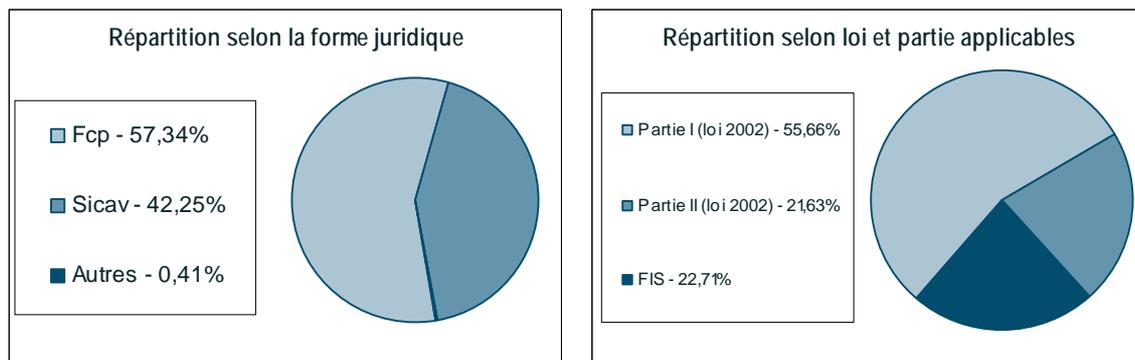
Les commentaires pourront être envoyés jusqu'au 15 octobre 2008 à l'adresse électronique suivante : baselcommittee@bis.org.

STATISTIQUES OPC

Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif Situation au 30 juin 2008

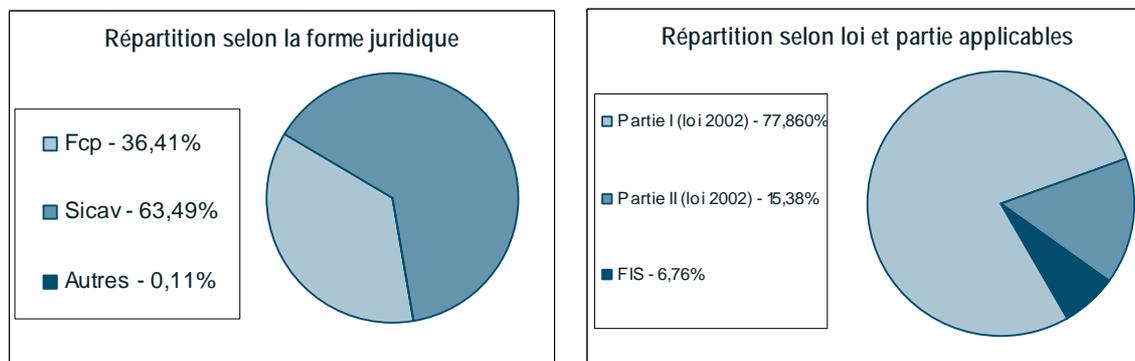
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

■ NOMBRE D'OPC



Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2002)	1.133	622	0	1.755
Partie II (loi 2002)	282	392	8	682
FIS	393	318	5	716
TOTAL	1.808	1.332	13	3.153

■ ACTIFS NETS DES OPC



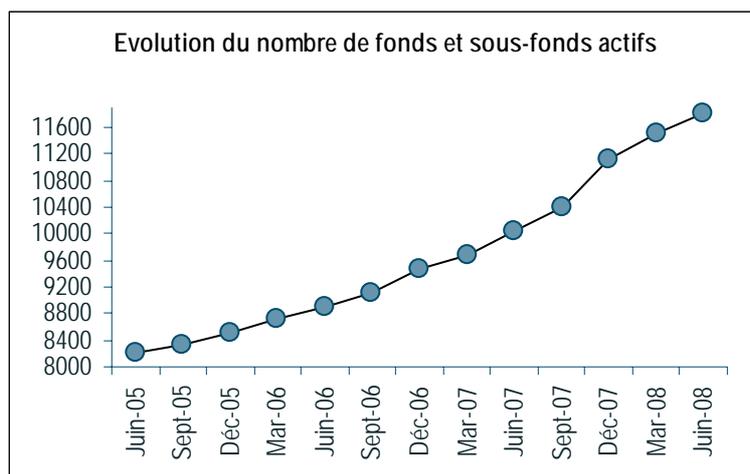
Loi, partie \ forme juridique (en mia EUR)	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2002)	520,580	960,315	0,000	1.480,895
Partie II (loi 2002)	96,751	193,905	1,883	292,539
FIS	75,212	53,330	0,116	128,658
TOTAL	692,543	1.207,550	1,999	1.902,092

STATISTIQUES OPC

■ ORIGINE DES PROMOTEURS DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Allemagne	392,576	20,6%
Etats-Unis	365,667	19,2%
Suisse	327,588	17,2%
Grande-Bretagne	183,882	9,7%
Italie	165,369	8,7%
Belgique	159,848	8,4%
France	127,397	6,7%
Pays-Bas	60,052	3,2%
Suède	28,777	1,5%
Japon	24,186	1,3%
Autres	66,750	3,5%
TOTAL	1.902,092	100 %

■ EVOLUTION DU NOMBRE D'UNITES



■ POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	782,031
VM à revenu variable (**)	598,542
VM diversifiées (***)	270,765
Fund of funds (****)	184,232
Liquidités	19,692
Immobilier	19,089
Futures, options, warrants	26,454
Divers (*****)	1,287
TOTAL	1.902,092

(*) dont 294,065 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(**) dont 3,331 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,341 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(***) dont 1,449 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,293 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(****) dont 0,052 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées

(*****) dont 0,057 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

STATISTIQUES

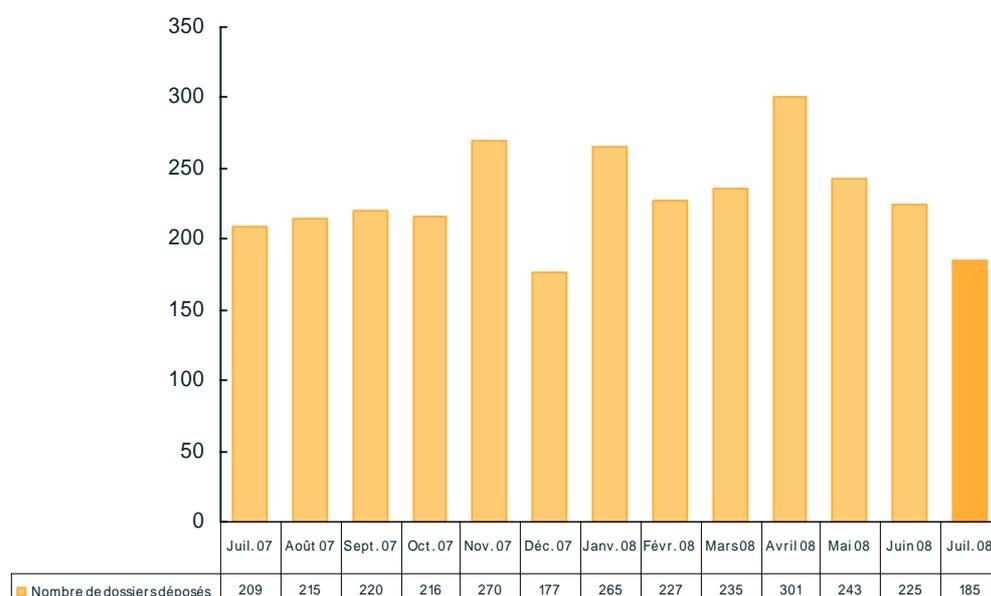
■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

1. ACTIVITE D'APPROBATION

1.1. Demandes d'approbation

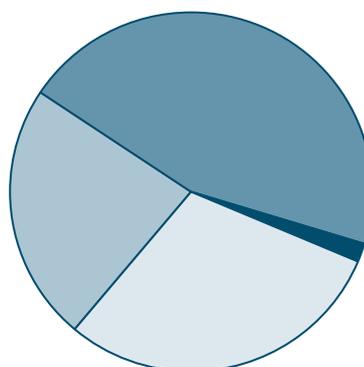
Pour le mois de juillet 2008, un total de 185 demandes d'approbation a été déposé à la CSSF dont 84 prospectus, 43 prospectus de base, 3 documents d'enregistrement et 55 suppléments.

Nombre de dossiers déposés de juillet 2007 à juillet 2008



Répartition des dossiers déposés au mois de juillet 2008

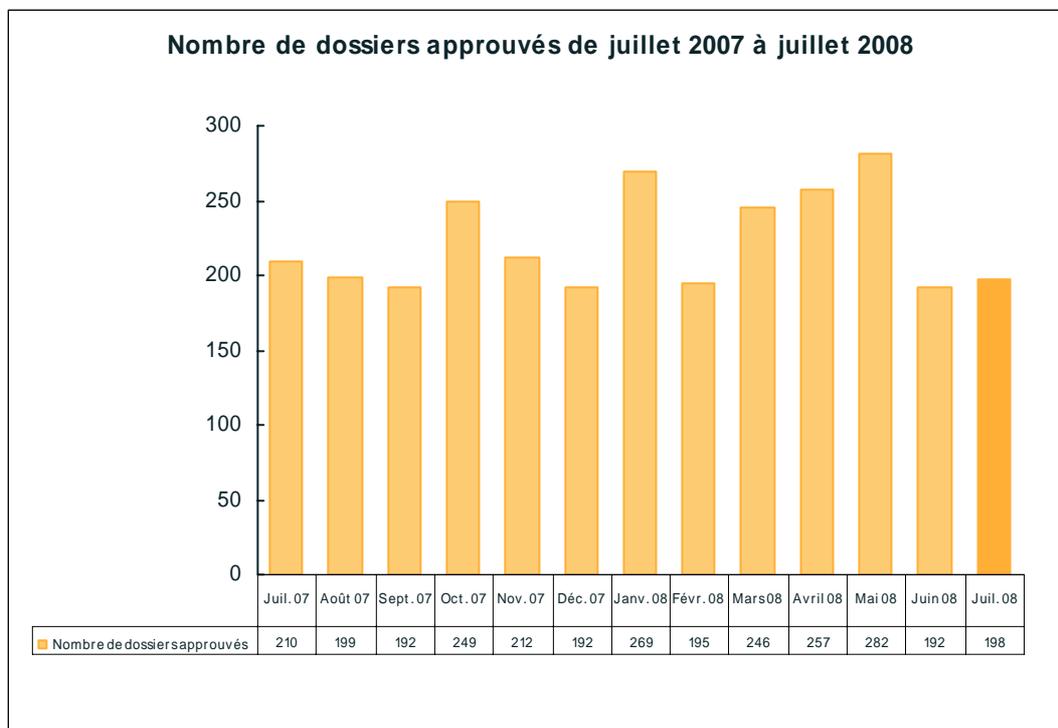
- Prospectus de base - 23,3%
- Autres (prospectus complet, "unitary prospectus", ...) - 45,4%
- Documents d'enregistrement - 1,6%
- Suppléments - 29,7%



STATISTIQUES

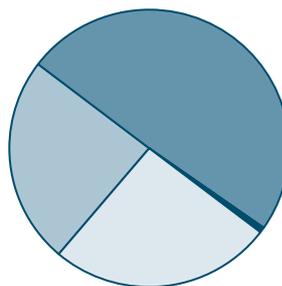
1.2. Documents approuvés

Pour le mois de juillet 2008, un total de 198 documents a été approuvé par la CSSF dont 98 prospectus, 48 prospectus de base, 1 document d'enregistrement et 51 suppléments.



Répartition des dossiers approuvés au mois de juillet 2008

- Prospectus de base - 24,2%
- Autres (prospectus complet, "unitary prospectus", ...) - 49,5%
- Documents d'enregistrement - 0,5%
- Suppléments - 25,8%

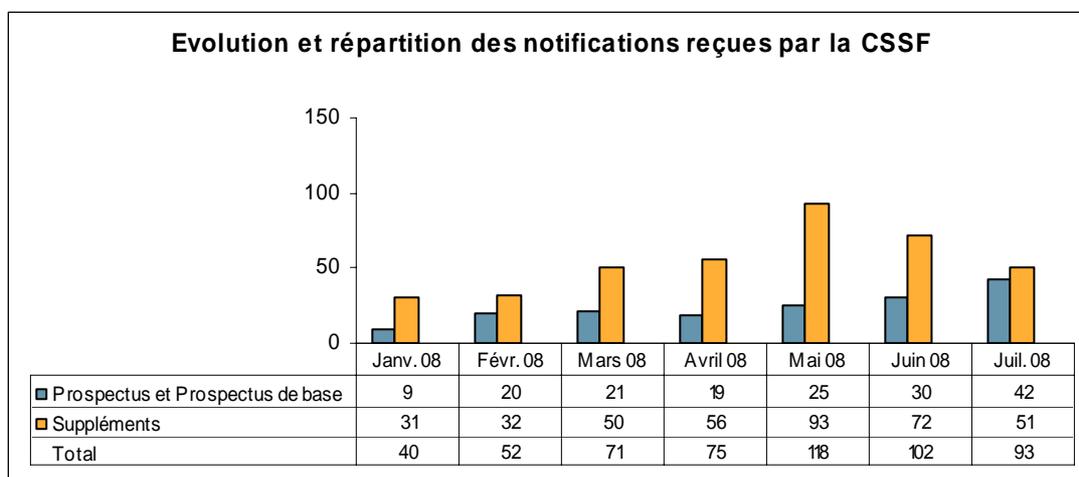
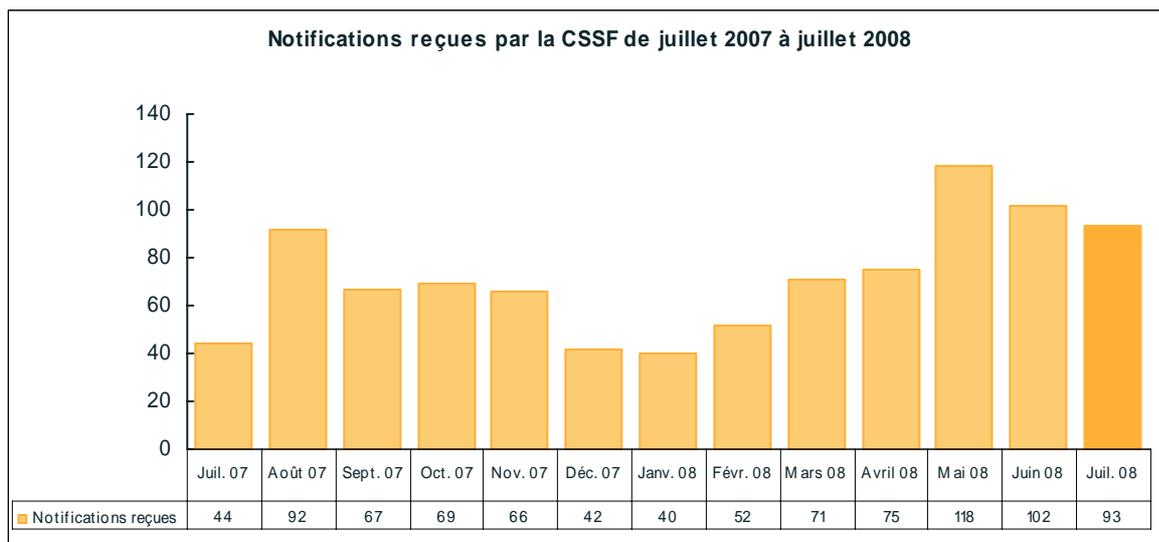


2. ACTIVITE DE NOTIFICATION

2.1. Notifications reçues par la CSSF

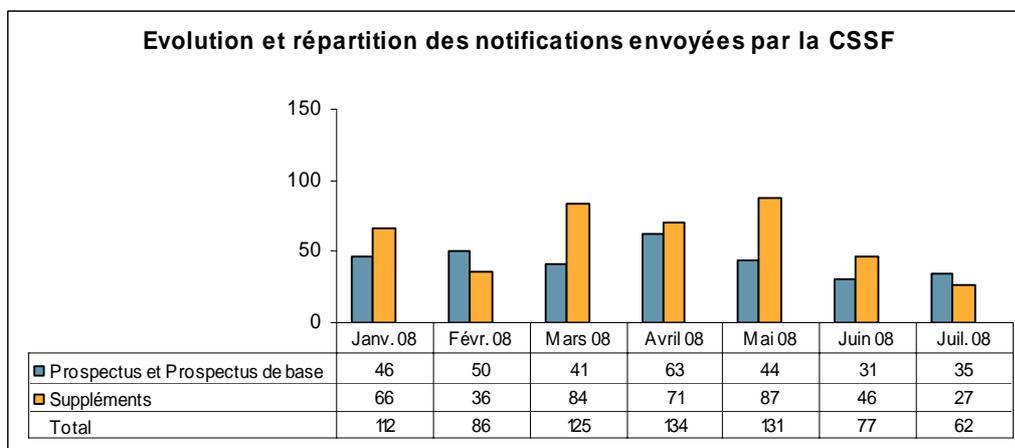
Pour le mois de juillet 2008, la CSSF a reçu 93 notifications (relatives à 42 prospectus et prospectus de base et à 51 suppléments) en provenance des autorités compétentes de plusieurs Etats membres de l'Union européenne.

STATISTIQUES



2.2. Notifications envoyées par la CSSF

Pour le mois de juillet 2008, la CSSF a envoyé des notifications pour 62 documents* (35 prospectus et prospectus de base et 27 suppléments) approuvés par ses soins vers les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne.



* Ce chiffre correspond au nombre de documents pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Retrait :

Capitalia Luxembourg S.A.

Fusion avec UniCredit International Bank (Luxembourg) S.A. le 1^{er} juillet 2008.

Changements de dénomination :

PFPC Bank Limited, Luxembourg Branch est devenue

PNC International Bank Limited, Luxembourg Branch

The Bank of New York Europe Limited, Luxembourg Branch est devenue

The Bank of New York Mellon (International) Ltd., Luxembourg Branch

■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouvelles autorisations :

ALPHA WEALTH MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

84, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 28 juillet 2008.

BAUMANN & PARTNERS S.A.

77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 30 juin 2008.

CITCO C & T (LUXEMBOURG) S.A.

Le Dôme, Entrée C, 2^e étage, 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 4 juillet 2008.

CITCO FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 4 juillet 2008.

CITCO REIF SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 4 juillet 2008.

VR NETZE LUXEMBOURG S.A R.L.

4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

Autorisation ministérielle du 10 juillet 2008.

Retraits :

CITCO (LUXEMBOURG) S.A.

Dissolution suite à la scission de la société en date du 1^{er} juillet 2008.

FIRST TRUST S.A.

Fusion par absorption en date du 19 juin 2008.

LISTES OFFICIELLES

Changements de dénomination :

AB FUND CONSULTING S.à R.L. est devenu
AB FUND SERVICES S.à R.L., en abrégé « ABFS »

AMERICAN EXPRESS FINANCIAL SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. est devenu
STANDARD CHARTERED FINANCIAL SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

ATC-RCS CORPORATE SERVICES est devenu
ATC CORPORATE SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

IAM STRATEGIC S.A. est devenu
VALBAY INTERNATIONAL S.A.

UNICO FINANCIAL SERVICES S.A. est devenu
UNION INVESTMENT FINANCIAL SERVICES S.A.

PFPC INTERNATIONAL LIMITED, Dublin (Irlande), succursale de Luxembourg, est devenu
PNC GLOBAL INVESTMENT SERVICING LIMITED, Dublin (Irlande), succursale de Luxembourg

Changements d'adresse :

ABERDEEN ASSET MANAGERS LIMITED, Aberdeen (Royaume-Uni), succursale de Luxembourg
2b, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

LFS MULTI-FAMILY OFFICE S.A.,
6, rue Philippe II, Centre Rosenstiel, 3ième étage, L-2430 Luxembourg

MAITLAND LUXEMBOURG S.A.
58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

MERCURIA INDEPENDENT RISK SOLUTIONS S.A.
19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

SECURITIES & COMPLIANCE LUXEMBOURG S.A.
11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

SERVICES GÉNÉRAUX DE GESTION S.A.
412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

SGG CORPORATE SERVICES S.A.
412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

■ LISTE DES FONDS DE PENSION

Changement de dénomination :

THE UNILEVER INTERNATIONAL PENSION PLAN est devenu
THE UNILEVER PENSION PLAN

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION

Nouvelles sociétés :

COMMERZ DERIVATIVES FUNDS SOLUTIONS S.A.

25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PRIVATE WEALTH MANAGEMENT S.A.

16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Retrait :

PRIVATE PORTFOLIO MANAGEMENT COMPANY S.A.

Dissolution le 30 juillet 2008.

Changement de nom :

AMERICAN EXPRESS BANK ASSET MANAGEMENT COMPANY (LUXEMBOURG) S.A. est devenue

STANDARD CHARTERED INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.A.

Changements d'adresse :

DF INVESTMENTS S.A.

22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg

GENERALI INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

MERCURIA MANAGEMENT COMPANY S.A.

19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

NIKKO ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

SWISS LIFE FUNDS (LUX) MANAGEMENT COMPANY

33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

■ LISTE DES SICAR

Nouvelles sociétés :

BILFINGER BERGER PROJECT INVESTMENTS S.C.A. SICAR

1A, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

CLIMATE CHANGE INVESTMENT II S.A. SICAR

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

MANGROVE III S.C.A. SICAR

20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

RB INTERNATIONAL DEVELOPMENT FUND I S.C.A. SICAR

7, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg

LISTES OFFICIELLES

VIZZION PARTICIPATIONS SICAR, S.C.A.

40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

Changement d'adresse :

GENERALI GLOBAL PRIVATE EQUITY S.A. SICAR

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le mois de juin 2008 de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois

Inscriptions

1) OPC partie I :

- ABERDEEN GLOBAL IV, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- ADVENT, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- AKBANK TURKISH SICAV, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- ALTIM FONDS, 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- APOBANK VERMÖGENSVERWALTUNG, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- ASI FUNDS, 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg
- CAPITAL INTERNATIONAL PORTFOLIOS 2, 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST EUROPA SAFE KICK 7/2014, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- DEKA-AKTIENEUROPA 130/30, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-DEUTSCHLANDGARANT 1, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-WORLDGARANT 4, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DRESDNER PRIVATEPORTFOLIO GROWTH SPECIAL, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- EURIZON INNOVATION FUND, 9-11, rue Goethe, L-1637 Luxembourg
- FIDECUM SICAV, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- GESCAPITAL SICAV, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- INDEPENDENT FUND, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- JUPITER MERLIN FUNDS, 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- MERCK FINCK, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- MERRILL DIAMOND FUNDS, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- MIRAE ASSET GLOBAL DISCOVERY FUND, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- MURPHY&SPITZ, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- OPTIMUM.PORTFOLIO FONDS, 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg
- R&R STARLUX OP, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- SUMITOMO TRUST JAPAN EQUITY FUND, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- UFP TIMING GLOBAL SELECT, 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: BEST OF ASSETS (2014) II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- WALLBERG AFRICAN ALL STARS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- WATERSTOCK FUND, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- WESTLB MELLON MERIDIAN FUND, 1, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg

2) OPC partie II :

- BERLIN & CO STRATEGIE, 1B, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- MSF, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- PALLADION SICAV, 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- SAAF (LUX) PRIVATE MARKETS FUND, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- SPARKASSE MÜNSTERLAND OST:, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg

3) FIS :

- ABERDEEN GLOBAL V, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- ATHAMAS CAPITAL SICAV-SIF, SCA, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- BAYVK I1-FONDS, 18-20, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- BPT HANSA LUX SICAV-SIF, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- CASTELSIA-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- CAUSEWAY SERIES FUNDS SICAV, 1A, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- DWS RUSSIA BOND FUND, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EFFEPILUX, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- GHK INVESTMENTFUND-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- GS INVESTMENTFUND-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- HANSA CEE FUND OF FUNDS SICAV-FIS, 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg
- HEXAGONE FRENCH REGIONAL PROPERTY FUND, 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- HP INVESTMENTFUND-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- KMG SICAV-SIF, 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- LASARTE-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- LUITPOLD SICAV-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- M OPPORTUNITIES S.A., SICAV-FIS, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- MCZ INVESTMENTFUND-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- NEXGEN, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- PJH GLOBAL OPPORTUNITIES FUND - FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- SE INVESTMENTFUND-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- SICA FUND S.A., SICAV-FIS, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

LISTES OFFICIELLES

- SPINNAKER II INVESTMENT FUND SIF, 23, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- STATE OF THE ART - INVESTMENT FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- THIRD EYE CAPITAL ABL OPPORTUNITIES FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- UP INVESTMENTFUND-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- VCM VENTURE CAPITAL EUROPE PLUS, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Retraits

1) OPC partie I :

- ALLIANZ ZINSMANAGER, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- AXA IM GTAA II, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- CAPTO FUND, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- COMINVEST EUROPA INVEST 6/2008, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- COMINVEST US INVEST 6/2008, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- DWS EUROLAND NEUE MÄRKTE, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS FOREX STRATEGY, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- GESTION FINANCIERE INTERNATIONALE LUXEMBOURG-GFI LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- MULTI MANAGER VISION, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- UNITED INVESTMENT FUND, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange

2) OPC partie II :

- HSBC MICROFINANCE, 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

3) FIS :

- FALCON STRATEGIES SICAV, SIF, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- INVESTILUX, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **153** (31 juillet 2008)
Somme de bilans : **EUR 905,392 milliards** (31 mars 2008)
Résultat avant provision : **EUR 3,244 milliards** (30 juin 2008)
Emploi : **27 003 personnes** (30 juin 2008)

Nombre d'OPC : **3 244** (21 août 2008)
dont 755 fonds d'investissement spécialisés (FIS)
Patrimoine global : **EUR 1 902,092 milliards** (30 juin 2008)

Nombre de SICAR : **205** (21 août 2008)

Nombre de fonds de pension : **13** (31 juillet 2008)

Nombre de sociétés de gestion : **185** (21 août 2008)
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)
Emploi : **2 396 personnes** (30 juin 2008)

Nombre de PSF : **256** (31 juillet 2008)
Somme de bilans : **EUR 43,576 milliards** (30 juin 2008)
Résultat net provisoire : **EUR 318,24 millions** (30 juin 2008)
Emploi : **12 914 personnes** (30 juin 2008)

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **18** (31 juillet 2008)

Emploi total dans les établissements surveillés : **40 662 personnes** (31 décembre 2007)
Emploi total dans les établissements surveillés : **42 313 personnes** (30 juin 2008)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF
110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG
Tél. : (+352) 26 251 237 / 327
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu